

On retrouve ces idées dans le communiqué final du sommet du Commonwealth à Vancouver. Le document parle également de renforcer les efforts de résistance des États de la ligne de front aux politiques de déstabilisation et de destruction menées par l'Afrique du Sud³ et d'accroître, de diverses façons, l'aide accordée aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud. Lors de cette conférence, les chefs d'État du Commonwealth ont créé un comité spécial composé de huit ministres des Affaires étrangères dans le but de poursuivre ces objectifs; M. Clark en est le président.

Dans un communiqué publié le 10 novembre 1987, M. Clark "a (...) exhorté le gouvernement de la République d'Afrique du Sud à libérer sans tarder les prisonniers politiques détenus en raison de leur opposition à l'apartheid". Il a également demandé qu'un terme soit mis à l'état d'urgence.⁴

Le 19 novembre, M. Walter McLean, représentant du Canada à la plénière de la 42^e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, a fait une déclaration dans laquelle il a, entre autre chose, mentionné que "le gouvernement de l'Afrique du Sud doit reconnaître avant qu'il ne soit trop tard le caractère inévitable du changement", faisant référence aux pressions exercées à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Il a également rappelé la triste condition de deux pays victimes de la politique sud-africaine, soit la Namibie et le Mozambique.⁵

Plusieurs résolutions concernant la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain ont été présentées à l'Assemblée générale au cours de la même session. Le Canada a voté en faveur de la résolution portant sur une action internationale concertée pour l'élimination de l'apartheid (résolution A/42/L.32), et il a co-parrainé la résolution sur la création d'un Fonds d'affectation spéciale des Nations-Unies pour l'Afrique du Sud (résolution A/42/L.36); cette dernière a fait l'objet d'un consensus. Dans les autres cas, il a opposé un refus ou s'est abstenu. Le Canada s'est dit en

³ Communiqué, The Okanagan Statement on Southern Africa and Programme of Action, Commonwealth Heads of Government Meeting, Vancouver, 1987.

⁴ Communiqué n^o 209, 10 novembre 1987.

⁵ Communiqué de presse n^o 54, New-York, 19 novembre 1987.